

# World Economic Forum : à Davos on fait son marché au nom de la paix

Autor(en): **Danesi, Marco**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **40 (2003)**

Heft 1585

PDF erstellt am: **26.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1021648>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# A Davos on fait son marché au nom de la paix

**Le soutien de l'Etat en faveur du Forum de Davos suscite la discussion. Une recherche consacrée au pouvoir des clubs privés**

Jean-Christophe Graz, auteur d'une recherche publiée par la revue *a contrario* (cf. page ci-contre) sur le World Economic Forum de Davos (WEF), conteste l'engagement financier des collectivités publiques pour la sécurité de la manifestation. Le WEF est avant tout un club privé et exclusif. A l'abri de la

station grisonne, on se rencontre en petit comité, on ficelle des stratégies, on ranime des négociations au point mort, on signe des contrats. Bref on fait des affaires comme d'habitude, mais à mille à l'heure, profitant de toutes les opportunités offertes par un séjour au bout des Alpes, avec la police en renfort.

## Un comptoir plutôt qu'un directoire

Le mythe social affiché par le Forum ressasse son rôle irremplaçable pour le bien-être de l'humanité. A défaut de résultats véritables - la guerre froide n'a pas pris fin à Davos - le WEF peine à incarner l'intérêt général. «C'est le business qui paie pour tous les autres invités», selon l'aveu d'un ancien comptable du Forum rapporté par Jean-Christophe Graz. Les invités - présidents, ministres, responsables d'ONG, capitaines d'industries, qui font la une des médias - serrent des mains et bavardent aimablement des grandes questions qui agitent la planète alors que les autres, la

**informels conteste l'utilité publique de la manifestation. Cette position est réfutée par les responsables de l'organisation.**

majorité, rentabilisent les rendez-vous de la semaine. Malgré ses airs d'«organisation vouée à la seule planification stratégique du capitalisme (...)», le chercheur estime que le Forum se rapproche bien davantage d'un comptoir que d'un *think tank* débouchant sur «des transformations d'envergure à l'échelle mondiale». Par-dessus «la vanité d'individus» surestimant leur pouvoir, c'est son illégitimité qui saute aux yeux. Et que le mythe tend à occulter au nom d'une conscience universelle à but non lucratif, logée à 1500 mètres d'altitude, au frais des grandes sociétés multinationales. Voilà pourquoi le soutien de la Confédération suscite tant de débats et devrait lui être refusé, conclut Jean-Christophe Graz, malgré la crainte de son déménagement. Or, l'Etat préfère financer un club privé informel, au lieu de le confronter à son pouvoir légitime et démocratique. Il renonce ainsi au contrôle des activités et des résolutions d'un directoire auto-proclamé. *md*

## Le point de vue du Forum

### Une étude périmée

Le *World Economic Forum* (WEF) considère que l'étude de Jean-Christophe Graz n'est plus d'actualité. Trois ans se sont désormais écoulés, le Forum a changé. Il a fait trésor des critiques qui lui ont été adressées. Parmi les mesures envisagées lors de la prochaine édition, on prévoit la réduction du nombre de participants pour gagner en qualité.

André Schneider, Chief Operating Officer au sein de la direction de l'organisation, réaffirme la volonté de l'organisation de travailler pour améliorer l'état du monde. Il est clair cependant que quand les gens se rencontrent, ils discutent de tout. Ils peuvent aussi parler affaires, mais le Forum ne se réduit pas à un marché, souligne encore André Schneider. *md*

[www.weforum.org](http://www.weforum.org)

L'étude de Jean-Christophe Graz - réalisée entre 2000 et 2001 à partir de documents des archives du Forum et d'entretiens avec les organisateurs et les participants - fait partie d'une recherche plus large consacrée à la «Gouvernance commerciale mondiale: entre pouvoirs publics et autorité privée» financée par le Fonds national suisse de la recherche scientifique.

Jean-Christophe Graz, «Qui gouverne? Le Forum de Davos et le pouvoir informel des clubs d'élites transnationales». *a contrario*, n°2, Antipodes, 2003.

## Le prix de la sécurité

Le World Economic Forum de Davos (WEF), qui se déroulera du 21 au 25 janvier 2004, peut compter sur la Suisse et son armée pour garantir sa sécurité. Sur les huit millions prévus annuellement, la commune de Davos en déboursera un, le canton des Grisons deux et la Confédération trois alors que deux restent à la charge du Forum. Un plafond de huit millions a été fixé par le Conseil fédéral. En cas de dépassement, le gouvernement demandera au Parlement une rallonge de deux millions. De plus, dans son Message, le gouvernement propose la création d'une ligne budgétaire affectée à la protection des personnes protégées par le droit international (4,5 millions) - c'est le cas des participants au Forum - et aux dépenses supplémentaires - un peu moins

d'un million de francs - du Département de la défense et de la protection de la population et des sports (DDPS).

Les commissions du National, à quinze contre quatre, et des États, à l'unanimité, suivies par les Chambres, malgré l'opposition de la gauche, ont approuvé les propositions de l'Exécutif qui prévoient la mobilisation de l'armée. Elles invoquent les impératifs sécuritaires, les intérêts internationaux de la Suisse ainsi que les retombés économiques (environ quarante millions chaque année) pour justifier l'engagement de l'Etat en faveur du Forum. En votation populaire, le 19 octobre dernier, deux tiers des citoyens de Davos ont admis le soutien financier de la commune en faveur du WEF. *md*